



CSA-SD du Finistère

6 février 2024

Déclaration liminaire

Madame la DASEN

Mesdames et messieurs les membres du CSA-SD 29

Jeudi dernier les personnels de l'Éducation nationale tant localement que nationalement ont fait grève et se sont massivement mobilisés.

Peut-être est-ce à mettre en lien avec les méprisantes et tonitruantes déclarations de notre nouvelle ministre du MJOPSNUJEN (Ministère des Jeux Olympiques et paralympiques, du Service national Universel pour la jeunesse et (accessoirement) de l'Education (pour ce qu'il reste de) Nationale).

Peut-être est-ce à mettre en lien avec les contrastes entre les annonces des revalorisations mirifiques et la réalité de nos salaires.

Peut-être est-ce à mettre en lien avec M. Attal affirmant, quand il était encore notre ministre que l'on aller « créer les postes qu'il faut pour qu'il y ait une quinzaine d'élèves en groupe 1 » et que les DGH tombées ont s'aperçoit que c'est, au mieux, à moyens constant

Nous pourrions multiplier ainsi les exemples entre les annonces faites à longueur de plateaux télé et la réalité sur le terrain. L'action dont se gargarise notre 1<sup>er</sup> ministre c'est simplement un continuel brassage de vent. Malheureusement pour nous, les personnels, pour les élèves et pour notre pays, la véritable action, celle qui permettrait la reconstruction d'un Service public de l'Éducation de qualité, est totalement absente de l'agenda du gouvernement.

Aujourd'hui, vous allez nous demander de voter les moyens pour la rentrée 2024. Des moyens sensément donnés et répartis en vertu de textes qui ne sont pas encore en vigueur. Mais, me direz-vous, nous ne sommes pas à une entorse à la légalité près !

Dans les établissements, les motions des collègues sont votées lors des CA qui se tiennent actuellement. Toutes parlent de l'impossibilité d'effectuer le travail avec les dotations arrivées dans les Lycées et bien sûr dans les Collèges : nouveaux temples du tri social. Les collègues y disent également leur indignation d'être contraints de mettre en œuvre la politique du « choc de savoirs ». Une expérimentation déjà tentée et à chaque fois abandonnée du fait de son inutilité, voire sa nocivité.

Et pendant ce temps, au Lycée professionnel, « une cause nationale » selon notre président de la République, alors que les élèves affluent (+114 prévu-es), les dotations stagnent (+4.5h). Résultat les

conditions de travail vont fortement se dégrader. Je ne sais pas si vous avez déjà tenté de faire cours à une classe de 33 terminales bac pro, mais vous pourrez bientôt vous y essayer au Lycée de Roz Glas : il n'est pas sûr que les enseignant·es tiennent toute l'année, il y aura très certainement des places vacantes...

Nous comptons sur vous, Madame la DASEN, pour être aux coté des personnels, plutôt qu'aux cotés des dysfonctionnel·les.

En tout état de cause, la CGT, avec les autres organisations syndicales appelleront les personnels à refuser la résignation et à se battre pour mettre en échec la politique de sabotage du gouvernement.